

Ici, Ensemble

Prix : 1 €

~ Editorial ~

**LE PAYS POUR TOUS : des principes, des convictions,
des lieux, une proposition !**

LE PAYS POUR TOUS : un possible, une pratique, un réel !

La pays pour tous ? Dit comme ça, ça peut sonner comme le doux rêve d'utopistes déconnectés du réel. Et pourtant, c'est tout le contraire !

C'est une bataille, un combat dans la durée, pour l'égalité et les droits, pour la prise en compte et la reconnaissance de chaque personne du pays, sans distinction de statut, de couleur, de religion, de nationalité.

C'est la mise en oeuvre par celui ou celle qui le décide **de principes pour tous**, à l'épreuve de situations réelles, précises.

C'est des convictions, et en particulier la conviction que chacun est responsable de ce qui arrive, que chacun peut penser la situation et intervenir, que ce qui compte, c'est les gens, leur vie, et non l'économie et le pouvoir.

Le PAYS POUR TOUS, **c'est une proposition solide** pour se tenir debout aujourd'hui, pour penser et agir en dehors du carcan étatique, une proposition pour exister et ne plus subir.

Les textes qui suivent sont rédigés par des membres du *Rassemblement du PAYS POUR TOUS*, soit écrits directement, soit retranscrits de déclarations orales. Ils montrent la validité de notre proposition, la réalité de notre travail. Ils montrent aussi que ce travail est accessible à quiconque décide d'en être : nous sommes des gens ordinaires, variés.

Notre force vient de ce que chacun de nous sait pourquoi il est là, ce qu'il veut et pratique les

principes d'égalité et de respect qui nous guident.

Elle tient également à la façon de nous organiser : nous ne sommes pas un parti, nous ne cherchons pas l'état, nous ne voulons pas le pouvoir, nous voulons un pays pour tous, c'est à dire une société de justice et d'égalité, et nous savons que son existence et son maintien dépend de nous, de chacun de nous et de notre collectif.

Les lieux que nous créons pour travailler sur telle ou telle question sont éphémères, liés à la nécessité de se réunir sur tel ou tel point, portés par ceux et celles qui décident de s'en occuper. Car nous ne comptons que sur nous-mêmes, **sur notre propre capacité à penser et transformer la situation. Nous tirons notre force et notre liberté du fait que nous nous tenons à distance de l'état** : nous ne l'ignorons pas, mais en partant de nos propres convictions, en faisant l'effort individuel et collectif de penser par nous-mêmes, nous déplaçons le terrain vers la vie des gens, et non les besoins des puissants, et nous créons notre propre espace de pensée-action. **Ce faisant, nous apportons la preuve que ce que nous voulons est possible.**

Par sa composition, sa façon de travailler, le *Rassemblement du PAYS POUR TOUS* construit, dès aujourd'hui le pays que nous voulons. Soyez-en vous aussi !

Brigitte

On fait le travail du pays pour tous. Pour tous, pas pour certains.

Avant, on était le *Rassemblement des ouvriers sans papiers, gens d'ici et leurs amis*. Et certains disaient : « *il n'y a que les ouvriers sans papiers, ça ne me regarde pas* ». En réfléchissant, je trouve qu'on fait un travail pour tous, parce que la question des papiers touche à tous les domaines : on fait un travail politique, on travaille pour l'école, pour la santé...

Donc, on continue le travail pour les gens sans papiers, en même temps, on travaille dans tous les domaines. C'est pour ça que j'ai proposé aux amis de changer le nom du Rassemblement en ***Rassemblement du Pays pour tous***.

Pour tous :

Il faut travailler avec les gens, parce que tout seul, on ne peut rien. La personne qui travaille pour soi-même ne peut pas gagner toute seule, elle ne peut rien faire. S'il y a quelqu'un d'autre avec qui discuter, avec qui réfléchir et proposer des choses, ensemble, on peut trouver l'idée. Il faut que les gens fassent des réunions, parlent, qu'ils ne restent pas chacun chez soi, qu'ils cherchent des associations, pour faire sortir la réalité, pour la dire face à l'état, pour que chacun voie cette réalité des gens, comment ils vivent, ce qu'ils veulent.

Il faut que les gens sortent, qu'ils se présentent physiquement devant les autres, parce que se présenter physiquement soi-même, c'est très important, pour la personne, pour la réalité. Il ne faut pas que chacun compte sur l'autre, ***il faut compter sur soi-même pour être compté devant l'état***.

Il faut des réunions

car si chacun reste dans sa maison et ne parle pas aux autres, l'état va faire ce qu'il veut. On a vu beaucoup de manifestations, comme en

octobre, contre la réforme de la retraite, où il y avait des milliers de gens, mais pourtant l'état a dit « *ça ne compte pas* » et il a fait sa réforme, et les gens ont accepté.

Il faut faire des réunions pour dire « *voilà ce qu'on veut, voilà ce qu'il faut faire*. » Il faut montrer à l'état ce qu'on pense et se le dire entre nous. Les choses ne peuvent pas venir toutes seules, la vie ne peut pas changer toute seule, c'est à nous de commencer à changer ce qu'on veut.

C'est ce qu'on a fait au Rassemblement : avant, tout le monde parlait des *clandestins*. Nous, on a dit, « *On vit ici, on travaille ici, notre travail se voit, notre travail n'est pas clandestin, nous ne sommes pas clandestins, nous sommes des ouvriers sans-papiers*. » On a travaillé là-dessus, fait des tracts, des rassemblements, des manifestations, , on a travaillé, travaillé... pour que tout le monde voie que c'est la vérité. En fin de compte, l'état a reconnu notre réalité de travailleurs sans-papiers.

Je pense qu'il faut que les gens fassent comme ça maintenant par rapport à l'augmentation des prix, , des loyers, le manque de travail.... ***il faut que les gens disent la réalité***. Parce qu'actuellement, la vie est trop chère, surtout pour les pauvres qui consomment beaucoup de produits à base de blé. Le pain, par exemple, c'est une augmentation énorme.

Le travail aussi est de plus en plus dur, pas seulement pour l'ouvrier, pour les cadres aussi. Les gens sont tout le temps surveillés, avec les badges, mais aussi avec les GPS, par exemple, pour vérifier les déplacements.... C'est terrible. Beaucoup de gens en parlent, souffrent de cette surveillance.

Il faut bien comprendre que ***c'est comme ça parce que l'état a ouvert la porte au patron, en s'appuyant sur la faiblesse de l'ouvrier***, en disant que la personne ne compte pas.

C'est le contraire ! **Chacun compte**. Le patron il a de l'argent, parfois il travaille, mais il doit respecter l'ouvrier, parce que c'est l'ouvrier qui le fait vivre et que sans ouvrier, il n'y a pas de patron.

Par rapport à ça, il faut faire un travail. On sait qu'il faut réfléchir pour tous, pas comme les syndicats, par exemple, parce que les syndicats ne parlent que pour certains.

Réfléchir pour tous, ça ne veut pas dire qu'on ne parle pas sur des points précis.

Si on prend l'exemple de la régularisation sur la base du travail, c'est nous qui l'avons demandée pour la première fois. On a travaillé beaucoup de temps pour ça, comme j'ai dit plus haut. On demande la régularisation par rapport au réel, au fait que les sans-papiers sont des gens du pays, qui travaillent, étudient, vivent ici.... Les preuves, c'est des témoins, des photos, des traces pour prouver que la personne travaille ou a travaillé, c'est des preuves que les gens peuvent donner, et non des preuves impossibles comme des fiches de paie ou des CDI.

En même temps, on montre que notre bataille pour la régularisation, **c'est une bataille pour les droits de tous dans le pays**, parce que si certains travaillent sans droit, et que c'est connu et accepté, c'est la fin des droits du travail.

Il y avait des collectifs à Paris qui étaient sur la même idée, et c'est devenu évident qu'on avait raison. Alors le syndicat a organisé des grèves par entreprise, que pour ceux de l'entreprise, et des sans-papiers ont suivi. En accord avec l'état, ils se sont battus pour changer un seul article de la loi, dans la logique de l'immigration choisie. Eux, ils sont les bons, ceux qui doivent être choisis. Et s'ils ne sont pas choisis, ils n'ont plus rien à dire.

En laissant tomber le "pour tous", ils ont perdu, ils se sont mis dans la main de l'état, d'accord avec le syndicat. Au bout du compte, très peu ont eu les papiers parce que les conditions sont trop dures (des CDI, plein de conditions...), beaucoup ont perdu le travail, et ils ont aussi perdu leur force.

Donc ça, c'est séparer les gens. Le contrat, les conditions, c'est le cadre de l'immigration choisie, **et l'immigration choisie, c'est la honte.** On parle d'humains, de personnes, qui travaillent, qui veulent rester dans ce pays, y construire leur vie, ce ne sont pas de moutons au marché. **Il n'y a pas à choisir les gens.**

On est là pour le pays pour tous,

on travaille ensemble, on construit le pays pour tous, parce que la France c'est un paradis géographique, et je souhaite que les gens aussi

soient au paradis entre eux, chacun fait du bien à l'autre, chacun pense à l'autre.

C'est un message pour tout le monde, pour moi aussi. Il faut que je continue, que toujours je prenne du courage.

Pour porter ce message, il faut qu'on parle entre nous, qu'on fasse des réunions, qu'on creuse les choses qu'on peut changer parce que le temps est trop cher, personne ne va penser à notre place, ne va parler à notre place. Il faut que ce soit nous qui disions ce qu'on veut pour le pays, ce qu'on veut pour tous.

J'ai un message particulier pour les ouvriers sans papiers : **Il ne faut pas avoir honte d'être sans papiers**, celui qui doit avoir honte, c'est la personne qui ne veut pas travailler. Mais celui qui veut travailler, même s'il ne trouve pas de travail, ne doit pas avoir honte, il doit sortir, se montrer, faire des réunions, parler, parce que l'état veut que la personne reste cachée. Le temps qu'elle se tait, se cache, l'état peut facilement l'attraper, l'expulser.

Travailler au Rassemblement

ça m'apporte beaucoup de choses : rencontrer les gens, découvrir la réalité des choses. Je pense qu'il faut utiliser sa vie physiquement et moralement , il faut que chacun donne aux autres, et en même temps, apprenne des autres, Pour moi, **chaque personne a une responsabilité**, la responsabilité de dire ce qu'il pense, ce qu'il veut , pour lui ou pour les gens , pour le pays. La responsabilité, c'est de porter physiquement cette pensée, cette volonté devant les autres, pour la faire connaître, pour discuter, pour changer la situation. Pour moi, c'est comme dans mon travail professionnel. J'ai une responsabilité, je fais ce qu'il faut faire, et après je suis content, à l'aise..

Au Rassemblement, on cherche la paix, on ne cherche pas la guerre. On cherche à être solidaires, entre tous les gens. On veut que la France soit un pays de paix, et que les gens dans la France, de n'importe quelle religion, origine, nationalité.... soient à l'aise, tranquilles, vivent comme ils veulent.

Notre travail est grand, il touche beaucoup de gens, beaucoup de situations. Beaucoup de gens, quand ils viennent à nos réunions, ou nos rassemblements, trouvent que c'est très différent par rapport à des syndicats, des réunions, des manifestations où il n'y a pas grand chose à dire.

Nous on a nos mots pour parler de la réalité, qui ne sont pas les mots de l'état, et on montre que c'est possible de penser par nous-mêmes, pas avec l'état, et de changer des choses. On est responsables.

Cherif

Pour moi un pays, c'est tous les gens qui y vivent, sans distinction aucune.

Je vis ici, je suis d'ici.

En fait, je ne me sens pas étrangère malgré la persécution ; juridiquement je suis en marge, puisque je suis sans papiers, mais en tant que personne, je ne suis jamais sentie étrangère en France, je me sens parfaitement chez moi ici. C'est ça l'important.

En Algérie, d'où je viens, il y avait d'autres problèmes, il y avait la guerre civile. En tant que femme, je ne trouvais pas ma place. Là-bas, c'est l'injustice à grande échelle. Je suis venue en France en me disant : « *j'ai aussi vécu en France, c'est aussi mon pays.* ». Quand il y des gens qui me disent : « *Vous venez chez nous* », ça me paraît toujours bizarre, parce que je ne suis pas chez eux, je suis chez moi.

En tant que personne, il n'y a pas de différence entre moi et quelqu'un né ici. Je vis maintenant dans un pays qui est aussi le mien. Et tous ceux qui sont d'origine étrangère, même s'ils n'y ont pas vécu auparavant, c'est aussi leur pays puisqu'ils sont là. Ça ne peut être que notre pays. Je pense qu'il faut faire avancer ce principe là : ***TOUS CEUX QUI VIVENT ICI SONT D'ICI.***

Pour moi, il n'y a pas d'immigrés, il n'y a que des gens d'ici, dans le sens où on est d'origine étrangère certes mais on n'est pas étrangers au pays : on y vit, on y travaille, on y étudie, on y élève nos enfants..... On devrait reconnaître tous les gens qui sont ici comme des habitants du pays à part entière, quelle que soit leur origine ou leur situation.

Ce n'est pas normal que des gens soient traités différemment en fait. Des gens qui vivent côte à côte, que ce soit dans le quartier, dans la ville.... c'est les mêmes. Nous sommes différents en tant que personnes, mais nous sommes égaux.

J'ai vécu dans les années 70 en France, on n'avait pas ce sentiment d'être des étrangers. La voisine était française, on vivait tous ensemble. Depuis que je suis revenue, en 2001, je ne retrouve plus ça et c'est inquiétant. On est tous sur le même territoire, il se trouve que c'est la France, et pour moi, si on veut un pays de paix, on devrait accepter les gens qui sont ici.

Un pays pour tous, c'est un pays de paix.

Pour qu'un pays ne soit pas en guerre, qu'il n'y ait pas des conflits en permanence, il faut respecter les gens, dire qu'on peut tout à fait vivre normalement tout en étant différents. Si on commence à penser que les gens sont différents par leur origine ou autre, ce n'est que de la division ; ça me révolte. Les dirigeants qui donnent des consignes à l'administration, cette machine de persécution qui est mise en place pour traquer les sans-papiers et leurs familles, les arrêter, les enfermer, les expulser... on ne peut pas parler de paix. Pour moi, la paix c'est quand on laisse les gens tranquilles.

On n'a pas à catégoriser les gens. Beaucoup de gens acceptent cette logique, ils se mettent eux-mêmes dans les catégories de l'état : par exemple, les sans papiers qui voient seulement leur propre situation et les associations qui sont avec eux - je ne sais pas s'ils se rendent compte, s'ils le font consciemment ou inconsciemment-mais ils rentrent dans la logique étatique de dire qu'il faut une immigration choisie et que eux sont les bonnes personnes, les « *bons immigrés* ». Ils contribuent à diviser les gens, à casser le "pour tous."

En construisant le pays pour tous avec mes amis, je suis une femme libre.

Moi, avant, quand j'étais en Algérie, c'était toujours la colère, un peu comme ici certains qui sont un peu démunis, ne savent pas quoi faire, ils sont toujours en colère contre la société, l'état... J'étais aussi un peu comme ça, mais quand je suis venue ici, j'ai vu qu'on pouvait faire autre chose que la colère, qu'on pouvait construire quelque chose ensemble dans ce pays. J'étais confrontée à la dureté du CESEDA, au fait de n'avoir aucun droit, de n'être pas reconnue du tout. Sur le coup, j'ai été un peu assommée, mais en même temps qu'ils m'expliquaient ça, les amis du Rassemblement m'ont parlé de la bataille pour les droits pour tous. Je me suis dit : « *Voilà, ma place est là,*

pour construire ensemble le pays.» Ca me paraissait évident, et ça dépasse largement ma situation, mes papiers, parce que la question n'est pas que là. **C'est quoi un pays qui ne reconnaît pas ses habitants ?** Pour moi, c'est très grave.

Je ne pars plus de la colère comme avant, où j'étais toujours sur la révolte, sur les injustices, je ne fonctionne plus comme ça. J'essaie avec les amis de travailler différemment, sur des principes, en construisant réellement quelque chose ensemble dans ce pays. J'ai trouvé ici des gens avec qui ces principes sont aussi très forts, et ce que je dis, je le vis au quotidien, donc ça existe réellement.

Ce qu'on fait est une réalité : la réalité c'est que, comme les autres amis sans-papiers du Rassemblement, je me sens chez moi, que les amis en règle du Rassemblement, français ou non, sont aussi convaincus que nous sommes ici chez nous autant qu'eux et qu'on travaille ensemble dans un rapport de respect et d'égalité. Ce devrait être ça la réalité de tout

pays et non ce qu'on essaie de nous montrer, les uns contre les autres, les gens enfermés dans des catégories, les uns contre les autres, la méfiance, la peur, la stigmatisation...

Ce que j'aime vraiment dans notre façon de travailler au Rassemblement, c'est la politique qui est faite pour les gens et par les gens ; on n'a pas d'intermédiaire, personne ne parle pas à notre place. Je me retrouve vraiment moi dans cette façon de faire, qui fait aussi partie de mes convictions, de mes principes. C'est pour ça que je suis au Rassemblement.

Malgré ma situation juridique compliquée, je suis libre, je suis une femme libre. Je me sens libre parce que je construis avec des amis un pays pour tous, un pays où on peut vivre ensemble sans se faire la guerre.

Zoubida



Un pays, c'est les gens qui sont là, pas les arbres !

Un pays, c'est un territoire mais ce qui fait sa réalité **c'est les gens qui sont dedans.** Tu vis ici, tu as des enfants, tu as l'école, tu as un travail... **tu es d'ici.** Il n'y a pas plus que ça. L'intégration, qu'est-ce que c'est si c'est pas ton travail, tes enfants, ta vie ici ? Il faut arrêter avec les amalgames, les termes catastrophes qui laissent les gens perturbés, toujours à craindre l'autre. Au contraire, chacun doit toujours penser aux autres comme à ses égaux. Il n'est pas question que le pays soit pour une partie des gens seulement et pas pour les autres. C'est pour ça que l'idée du pays pour tous porte la valeur de toutes les personnes qui vivent ici. A partir de là, il faut que chacun soit compté, respecté, quelque soit sa culture ou sa situation.

Celui qui vit ici, il est d'ici, il faut qu'il soit respecté.

Il n'y a aucune raison d'exclure des gens, c'est inacceptable. Une vie, c'est une vie, une personne égale une personne, il n'y a pas de différence entre les gens. Je ne sais pas d'où ils

ont sorti l'idée que les sans-papiers sont des gens « ailleurs », séparés, des gens pas comme les autres, et que donc, c'est normal qu'ils soient exclus de la vie ! Et même pour des gens qui ont les papiers, c'est pareil. De plus en plus, l'état trie les gens, les pauvres séparés des riches, pareil pour les jeunes, ceux des quartiers et les autres, etc....

Les idées ont des conséquences.

Et pour le travail, c'est pareil, ça a commencé avec «l'immigration choisie», trier les ouvriers étrangers pour ne garder que ceux qui seraient «utiles» et les renvoyer s'il n'y en a plus besoin. De l'immigration choisie, on en vient à l'ouvrier choisi, celui que le patron va garder et faire trimer.

Ces idées-là, elles ont des conséquences. Ce sont des idées de l'état, et on en voit les effets ; Par exemple, sur les chantiers maintenant, on voit de plus en plus de gens payés en déplacement 1 (le secteur le plus près du siège social de l'entreprise), alors qu'ils travaillent sur

des chantiers où ils devraient être en déplacement 3 ou 4 ! Normalement c'est illégal, mais ils font des économies sur les gens. Et c'est l'idée de l'état : soit tu travailles, soit tu es dehors !

Ces idées-là divisent les gens, divisent le pays ; chacun pense pour lui, et laisse l'état contre les gens. Ça amène la guerre entre les gens. Déjà, dans les administrations, certains bureaux, à la préfecture, etc... des employés traitent certaines personnes, surtout ceux qui sont étrangers, avec mépris, leur refusent des dossiers auxquels ils ont droit, font tout pour les décourager ... C'est une façon de les agresser, de les traiter en ennemis.

Ça aussi ça a des conséquences sur la vie des gens. Par exemple, si on regarde les malades en France, surtout les pauvres, les SDF et les sans-papiers malades, déjà la loi est contre eux, et met leur vie en danger, mais si ceux qui pourraient leur donner leur droit sont contre eux, ces malades se retrouvent exclus de la vie. Laisser tomber les gens, laisser mourir les malades, on ne peut pas, il ne faut pas.

Le pays pour tous, c'est un pays de paix.

Cette politique du tri et du choix, elle a pour but de diviser le pays, de provoquer les gens pour qu'ils se battent entre eux, qu'ils ne puissent pas s'entendre. Pour moi, ils veulent foutre la paix dehors du pays, la rendre impossible.

L'état fait la guerre à l'extérieur, en Afghanistan, en Libye, en Côte d'Ivoire sans le dire... La guerre à l'extérieur, ça signifie qu'il y a aussi une guerre à l'intérieur : Pour camoufler l'enjeu à l'intérieur, l'état va à l'extérieur. ***Il n'y a pas que la paix pour nous, il y a la paix pour tous. Si on gagne la paix à l'intérieur, on peut la développer à l'extérieur, de la même manière.***

C'est le moment de s'y mettre.

Pour moi, c'est le moment d'y aller, travailler là – dessus qu'il faut la paix partout et pour tous. Mon idée, c'est qu'il ne faut pas attendre, dire «*on va voir...*» . Mon idée c'est qu'il ne faut pas hésiter à y aller, passer le message, trouver une solution ensemble, des idées pour faire avancer les choses.

Il y a des gens qui ne se fatiguent pas, ils ne cherchent pas à comprendre, et après, à force à force, avec l'aide des média et tout ça, l'idée de l'état passe aux gens. Les gens disent : «*On n'y peut rien, on est trop faibles ...*» ils attendent après les autres, finalement et ils acceptent tout. Mais comme dit Chérif, l'état est fort par les lois, mais il n'est pas fort par la réalité. La réalité des gens, c'est la base. Si on dit «*pour tous*», il n'y a aucun argument valable contre ça. Il ne faut pas attendre après les autres, il faut que chacun dise : ***«Je suis là, j'ai une vie, il faut que je me batte dans ma vie et pour les autres.»***

Après il faut se déclarer, se battre contre les lois qui sont contre les gens, toutes les lois, comme le CESEDA, la loi sur la déchéance de la nationalité, etc... Il faut en appeler à chacun, faire des réunions, des rencontres, des rassemblements, des adresses emails, et demander aux gens d'être présents, de débattre, pour trouver la solution pour tous.

C'est ce travail qu'on fait au Rassemblement. C'est un travail ensemble pour vivre ensemble. Ensemble, c'est moi et l'autre, aucune différence. Le travail ensemble, ça veut dire des gens qui pensent au pays, en dehors de l'état, pas dans le chemin étatique. Si on rentre dans le chemin étatique, on est pareil qu'un parti et après les choses se passent mal à la fin.

Le pays va en bas, il ne faut pas le laisser tomber. Il faut être solides pour travailler au pays pour tous.

Hadj

Assemblée le samedi 18 Juin, 15h,

Place Jeanne d'Arc :

C'est Guéant qui est étranger au pays, à sa réalité d'aujourd'hui !

**LES PAROLES ONT DES CONSEQUENCES.
CELLES DE L'ETAT, MAIS AUSSI LES NOTRES.
OSONS PENSER , OSONS DIRE et FAIRE CE QUE L'ON PENSE !**

Gens d'ici : pourquoi ?

J'ai écrit ce poème en 2004, aujourd'hui, je pourrais l'écrire encore :

*« Enfants, ils regardaient les matchs de foot.
Enfant, je regardais les reportages d'Amnesty International.*

*Ils rêvaient d'être footballeur.
J'ai fait le rêve de Martin Luther King.*

*Leur héros était Jean-Pierre Papin (hé oui, je suis vieux),
Le mien, Nelson Mandela.*

Leur rêve est mort, le mien est vivant. »

Quand nous rencontrons quelqu'un avec qui nous sympathisons, nous ne lui demandons pas s'il a des papiers. Parfois, nous devenons des amis et personne ne demande à l'autre des papiers. Un ami n'est pas un étranger.

Je suis allé à l'école, j'ai fait des études, mon service militaire, je travaille ; je vis avec des personnes qui ont des origines différentes des miennes. Certaines sont mes amis, des collègues, de la famille et non des étrangers. Or dans le climat politique mortifère que nous vivons, tout est fait pour m'inciter à penser que, des collègues, des proches aux origines différentes des miennes sont des étrangers et donc un danger potentiel.

Quand l'appareil étatique s'emploie à m'expliquer ce que c'est que d'être français, je me sens étranger. Il m'exhorte à être fier d'être français. Je suis français. J'ai honte.

Comment puis-je être fier d'être français quand tout droit est enlevé à des femmes, des hommes, des enfants, des familles? Quand

ceux-ci sont enfermées en prison, criminalisés, traqués, raflés parce qu'ils n'ont pas les papiers que l'Etat leur refuse? Quand le droit à une vie familiale est nié? Quand des bulldozers persécutent, écrasent des Roms à qui toute humanité est niée?

J'ai rencontré «*les ouvriers sans papiers, gens d'ici, et leurs amis*», il ya deux ans. Aujourd'hui, rebaptisé «*le Rassemblement du pays pour tous*», c'est toujours la seule association sur la ville de Toulouse qui ose parler de la question politique de la Loi CESEDA. Cette loi fabrique la privation des papiers. La politique de l'immigration et ses quotas d'expulsions effacent la personne et plus particulièrement le fait qu'elle a une histoire. Elle devient un ennemi.

A travers cette loi, l'état entre dans notre intimité, il nous intime le choix de nos amis, nos conjoints qui tous doivent avoir des papiers et être intégré.

L'état décide qui est intégré, qui ne l'est pas, qui ne l'est plus, qui a des papiers, qui ne peut plus en avoir.

Or, à ce jour, personne n'a pu répondre à ma question : qu'est-ce que être intégré ? Il peut décider avec qui vous pouvez vivre, qui vous pouvez recevoir chez vous. Pour cela, il lui suffit d'accorder les papiers ou de les refuser. Celui qui n'a pas de papiers ne peut être un ami, devenir un conjoint.

Ce n'est pas la liberté et j'ai ressenti la nécessité de faire quelque-chose. **La France que je veux est un pays pour tous.**

Luc

"Le pays pour tous" : pour moi, c'est l'égalité pour tous, au niveau des droits et des lois.

Il faut éviter cette division que nous impose le gouvernement, cette division qui met des gens contre des gens dans un seul pays.

J'ai souvent discuté avec des gens de tout horizon, et beaucoup croient que le fait d'être français les protège, que ce qui se passe ne les concerne pas, ne les touche pas. Ils ne voient

pas la relation entre le CESEDA, la persécution des étrangers, et leur vie. Ils se disent qu'ils ne sont pas concernés, mais en vérité, ils sont en plein dedans car ça vient petit à petit ; l'état s'intéresse à la vie privée des gens, il veut la diriger partout. Je prends le cas de la vidéo surveillance dans la rue, c'est juste pour espionner les gens, ça ne résout pas le

problème de la délinquance, pas du tout. En fait, ça évite d'embaucher des gens pour surveiller ; ça renforce l'idée que le progrès, c'est de supprimer les gens. C'est une idée de l'état, qui a beaucoup de conséquences graves. Partout il supprime des gens qui font le travail, à l'école, dans les hôpitaux, dans les services publics... Tous ceux que l'état juge «incompétents», il dit qu'il ne valent rien et qu'il faut les gommer. C'est l'inégalité sociale. En fait c'est la vie des gens qui est compromise.

Ca concerne tout le monde

Ca concerne tout le monde, parce que si ça me touche moi, ça touche forcément l'autre aussi. On a tous besoin les uns des autres, mutuellement, la vie est comme ça. Si ça ne concerne personne d'autre, si personne ne réagit, dans ce cas-là, l'état a raison et il va décider de tout : puisque ça marche chez certains, donc, ça va marcher chez les autres aussi et ça va continuer...

Si on prend l'exemple des lois contre les étrangers, quand l'état parle des étrangers, il ne parle pas des sans-papiers, attention ! **les étrangers, c'est la généralité, c'est tout le monde, même ceux qui sont français, nés de parents étrangers ou naturalisés.** Donc, si on commence à parler des étrangers comme en parle l'état, il faut enlever la moitié de la France, même plus .

L'état joue sur le mot *étranger*, mais en réalité, ceux dont il parle ainsi sont des gens du pays. Quelqu'un qui travaille, qui est là, il a le droit de vivre, de s'exprimer ; on ne peut pas le gommer comme ça, il a le droit au respect, tout simplement.

C'est nous les gens qui faisons le pays.

C'est aux gens de parler, de s'exprimer, parce que c'est grâce à nous tous que les lois existent, que le gouvernement existe. Il faut que chacun parle sur la situation, rester caché ne résout rien. Aujourd'hui, beaucoup de gens restent cachés, et pas seulement les sans papiers. L'état vote des lois contre tout le monde, et il va aller de plus en plus fort. C'est le droit à la santé, à l'éducation, qui sont remis en cause. Les vrais problèmes sont là, ils concernent tout le monde. J'ai l'impression que la plupart des gens savent ce qui se passe ; ils parlent, mais pour agir, porter leur projet, discuter, être francs, dire ce qu'ils en pensent : ils sont dans leur bulle. Et l'état profite de cette faiblesse pour imposer sa réalité à lui, qui n'est pas celle des gens. Comme on dit en arabe « *goutte par goutte, la rivière déborde* ». Aujourd'hui, les gens laissent la rivière déborder ; l'état, lui, sait comment gouverner et sépare les gens, les monte les uns

contre les autres. Ce n'est pas bon pour le pays, c'est un climat de guerre.

Etre du pays, c'est porter soi même un projet et parler de son projet.

Pour qu'un pays soit un bon pays pour les gens, il faut qu'il y ait cette force de vivre ensemble, pour créer peut-être un monde meilleur. Paul, Jacques, Ahmed, Francisco, tous on vit ensemble. Il ne faut pas séparer les gens, il ne faut pas les regrouper, mais les laisser vivre et se mélanger. Le mélange, ça a toujours réussi, ça fait du neuf.

Ce mot «*intégration*», c'est une façon de désigner une partie des habitants du bout du doigt. C'est l'état qui dit qu'on n'est pas intégrés.

Moi je porte mon intégration : je suis du pays, je travaille, je vis, mes filles vont à l'école. Le problème c'est quand les gens suivent l'état. Quand je vois ces jeunes, les pauvres, qui ne savent pas qui ils sont, ils ont la nationalité, mais ils ne se voient pas français ! C'est leur point faible, ils écoutent l'état. Les jeunes ne se pensent pas d'avenir parce qu'ils ne se pensent pas du pays.

Qu'est-ce que c'est «*français*» ? C'est à eux de le montrer qu'ils sont français, de se penser comme français. Moi je ne suis pas né ici, je suis sans papiers, et je me vois autrement qu'eux, je me vois vraiment du pays.

«*Français*», c'est à soi même de le dire et de le faire. Le faire, c'est-à-dire vivre à égalité avec les autres. Je ne parle pas de boire du vin rouge, mais de s'exprimer, ne pas attendre que l'état choisisse pour moi. Par exemple, je n'attends pas qu'on me dise quoi faire, je le fais. Il ne faut pas attendre, c'est là où l'état joue comme il veut, parce que les gens ne parlent pas entre eux, ne cherchent pas de solution ensemble. **Se penser du pays, c'est ça être intégré**

Porter son projet, c'est s'exprimer

c'est pouvoir dire ce que l'on pense, mais soi-même, pas par quelqu'un d'autre, car chacun a ses propres mots pour dire ce qu'il pense et veut.

Au Rassemblement, on est efficace, parce que chacun porte ses idées, parle dans le présent. Je ne veux pas que quelqu'un parle pour moi. Ce n'est pas comme ces associations qui parlent à la place des sans-papiers. Donc chacun doit dire ce qu'il pense, mais toujours en cherchant ce qui sera mieux pour tout le monde, et pas pour un seul. Parce qu'il n'y a pas de solution individuelle, vu que la situation concerne tout le monde. C'est bien d'être contre ces lois qui sont votées, de pouvoir bouger, être présent, ne pas rester immobile, **de laisser une empreinte.** L'empreinte, c'est celle de soi-même, pas celle

de l'autre. C'est parler du réel, de son réel, et intervenir pour changer les choses.

J'ai déjà entendu des gens dire «*c'est trop tard*», mais ce n'est jamais trop tard ! Il faut juste s'asseoir, réfléchir et trouver les mots qu'il faut. Ce n'est pas difficile mais ce n'est pas facile non plus, **il faut le décider**. Il faut venir à la réunion, écouter, dire ce qu'on pense. Le fait de venir soi-même, d'être là, c'est déjà un pas. Après les choses se feront petit à petit, mais il faut participer, oser dire ce qu'on a à dire.

On travaille dans la durée,

pour être visibles. On n'est plus dans le temps de la naïveté, on sait que ce **n'est pas le gigantesque de la manif qui est important mais la durée du combat**. Manifester dans la rue, ça ne peut pas suffire, on l'a bien vu avec

les manifs pour la retraite ; l'état sait bien que ça va s'arrêter après la manifestation, que les gens vont rentrer chez eux.

Mais ce qu'ils pensent, ils doivent continuer à se battre pour le faire vivre ; une fleur peinte elle est jolie, mais est-ce qu'elle a un parfum ? Dans la rue, les banderoles, c'est joli, mais après, il n'y a pas grand chose comme contenu. Le gouvernement, lui, il ne s'arrête pas, c'est tous les jours, tous les mois, une attaque après l'autre. C'est pour ça qu'il arrive à instaurer des lois aussi dures, parce qu'il trouve des failles partout, il sait que les gens se lassent, qu'il n'y a pas un combat durable.

Notre combat est un combat pour le droit, ce n'est pas un combat d'un jour, mais de tous les jours, un combat à long terme. On le sait, on ne s'arrête pas.

Abdel

LE PAYS POUR TOUS !

Le pays pour tous : tout le monde est là, on travaille, on est mariés, on paie les impôts, les taxes d'habitation, tout. Les sans papiers travaillent, ils ne volent pas ; quand ils achètent quelque chose, ils le paient, il y a la TVA, il y a tout.

Le pays pour tous, c'est aussi les droits pour tous.

Tu travailles 20 ans, t'as rien ! c'est normal ça ? Je prends l'exemple de Mohamed : Il a travaillé plus de 20 ans ici, en règle et pas en règle. Il a plus de 60 ans, il est à l'âge de la retraite, et l'état dit «*Non, on ne lui donne rien du tout à lui.*»

Il devrait avoir le droit à la retraite. Il a construit le pays, avec ses mains, et aussi dans la bataille, des années qu'il se bat au Rassemblement, et il n'est pas compté ! Pourtant il est tunisien, et d'après la loi il devrait avoir les papiers depuis plus d'un an, avec l'ancien accord franco-tunisien sur les 10 ans. Ses preuves de présence, c'est des courriers de la préfecture, mais malgré ça, l'état lui dit non. Je pense que c'est à cause de son âge, et de l'immigration choisie. Ils ne veulent pas de lui parce qu'ils le trouvent trop vieux.

Mais sans papiers, ses années de travail, ça ne compte pas pour la retraite, il n'aura rien. Il va rester sans papiers jusqu'à 70 ans ? C'est pas normal.

Même vieux, même jeune, le pays pour tous.

Je trouve qu'au Rassemblement, il y a des gens qui travaillent, on ne reste pas dans un coin. Quelqu'un qui reste dans son coin, il restera toujours sans-papiers, il faut qu'il bouge. Il ne doit pas pleurer. Beaucoup de gens ont peur de bouger. Je me rappelle de manifs, on avait la police derrière nous, la police devant nous, mais on n'avait pas peur. Ces jours-là, la police était là pour nous protéger, pas pour nous expulser !

Ca fait depuis novembre 98 que j'ai les papiers, le 25 novembre 98. Et toujours je suis présent et je demande à tout le monde, avec ou sans-papiers, d'être toujours présent pour le Rassemblement

Il y a des gens qui disent : «*Oh non, on ne fait rien, il y a des sans-papiers qui ne viennent pas, pourquoi nous on viendrait ?*», et ça ce n'est pas normal. Il faut être présent, et les sans-papiers aussi. Parce que le pays doit être pour tous. Par exemple, il ne faut pas d'un côté les gens avec les papiers, de l'autre les sans-papiers, non, il faut les papiers pour tous, le pays pour tous.

Il faut se battre, faire des rassemblement, venir aux réunions. Il ne faut pas baisser les bras, même si c'est dur. Beaucoup de sans papiers maintenant qu'ils ont les papiers, ne viennent plus au Rassemblement.

J'en connais au moins 4 ou 5 comme ça, qui ne font rien, ils ont les papiers depuis longtemps, comme moi, mais ils sont toujours avec la carte de un an. Moi, j'ai la carte de 10 ans. Ma femme

aussi. Eux aussi devraient avoir 10 ans. La politique de l'état elle est contre tout le monde, pas seulement les sans-papiers.

Parce que l'état est dur contre tout le monde, il fait la guerre à tous les gens du pays, surtout les pauvres. Il veut toujours nous mettre à l'écart.

Je prends un exemple : J'ai demandé la nationalité. Le jour où j'ai été convoqué à la préfecture pour la demande, j'étais convoqué seul, pas ma femme. L'employé a vu que sur la carte de séjour ma femme n'a pas le foulard, et sur le passeport, elle a le foulard. Il m'a demandé : «*Est-ce que ta femme porte le foulard ?*» j'ai dit oui. Il m'a demandé : «*Est-ce que tu fais la prière ? Est ce que tu vas à la mosquée ?*» Il a demandé beaucoup de choses comme ça. Moi j'ai dit la vérité.

Ils m'ont refusé parce que ma femme n'était pas là depuis 5 ans. Ils ne veulent pas donner à un et pas à l'autre. Je vais redemander, mais pourquoi toutes ces questions sur la religion pour être français ?

Un autre exemple : La semaine dernière, ma femme devait aller à l'hôpital pour des soins, suite à son accident du travail. Elle ne peut pas beaucoup marcher. J'ai demandé une feuille de transport. Normalement c'est aller/retour, mais on est allés en bus. Après les soins, ma femme

était fatiguée, elle avait mal, j'ai appelé le taxi spécialisé. et elle s'est assise en attendant qu'il arrive. Mais quand le chauffeur a vu ma femme, avec le foulard, il est allé à l'accueil, et il a parlé avec l'employé. Puis, quand je lui ai donné la feuille de transport, il m'a demandé : «*Elle a la carte de séjour ?*». J'étais en colère, je lui ai dit : «*Rendez-moi ça*», j'ai repris la fiche, et j'ai pris un taxi normal.

C'est l'hôpital qui a donné la fiche de transport, j'avais la carte vitale, il sait qu'il sera payé, de quoi il se mêle, pourquoi il demande si elle a la carte de séjour ? C'est pas son travail. Il n'a pas à choisir, à faire le policier ! Lui il doit transporter les gens malades, c'est ça son travail, pas de demander les papiers aux gens ! C'est un manque de respect des gens, la personne rentre dans la vie des autres. Et c'est à cause des lois comme le CESEDA et de toute la politique de l'état pour séparer les gens que ça se passe comme ça. Parce que des gens laissent faire, ne disent rien, même s'ils ne sont pas d'accord. Et alors après, ça devient normal de penser qu'une femme avec le foulard n'est pas comme les autres, qu'elle n'a pas les mêmes droits que les autres.

Le pays pour tous, c'est tout le monde égal.

Driss

Notre façon de travailler est une illustration de la notion de « pays pour tous ».

La politique en intériorité, c'est proposer des lieux où le collectif et l'intime peuvent se lier, l'un ne devant pas annuler l'autre.

La singularité de chacun n'est pas effacé au profit du collectif et chacun s'inscrit dans le collectif à partir de sa singularité. Il est nécessaire de partir de sa singularité pour faire lien et pour soutenir quelque chose de collectif. Pour trouver des façons de faire collective (vivre ensemble), nous ne pouvons partir que du singulier, de ce que vivent les gens à un moment donné, de ce qu'ils veulent et peuvent en dire.

C'est avec ce que l'on est que l'on peut faire de la politique. Partir de ce qui nous arrive, ce qui nous traverse, nous questionne, nous angoisse, nous révolte... pour construire une «vraie» pensée politique. Nous ne pouvons pas partir

d'autre chose que ce que nous sommes pour construire une pensée qui permette un vivre ensemble. Sinon, c'est un discours vide, théorique, qui ne prend pas appui sur du réel. ***Ce qui nous réunit c'est un certain nombre de principes que nous soutenons tous mais nous avons chacun une façon très singulière de les porter, de les exprimer, de les faire exister.***

Chacun avec son style va porter quelque chose du pays pour tous. Chacun s'inscrit au Rassemblement de façon différente. Chacun doit trouver sa manière de porter les valeurs, les principes du pays pour tous. Le travail d'écrit dont ce texte fait partie en est une illustration. Plusieurs personnes du Rassemblement ont écrit sur leur façon singulière de s'inscrire au

Rassemblement et sur ce qu'évoque pour chacun d'eux «*le pays pour tous*».

Pour que ce travail soit possible, il est nécessaire de créer des espaces où l'on s'autorise à prendre le temps de réfléchir à ce qui nous arrive. Aujourd'hui, on nous demande de réagir dans l'immédiateté, dans l'urgence sans prendre le temps de pouvoir penser les choses.

Dans le collège où je travaille en tant que psychologue, il n'est pas rare que l'on m'interpelle dans les couloirs en me demandant de réagir de suite à une situation que l'on nomme «de crise» à propos d'un élève. J'essaie toujours de me décaler de cette demande immédiate en proposant que l'on trouve un moment pour se réunir afin de discuter de la situation. Une décision prise dans l'urgence a toute les chances d'être une décision catastrophique car elle ne peut s'appuyer sur le réel de la situation. Il est essentiel de prendre le temps de se réunir pour que chacun puisse s'exprimer sur la situation, expliciter comment il la vit, comment il la comprend. C'est, à mes yeux, la seule façon pour cerner, au plus près de ce qu'elle est, une situation qui nous questionne.

C'est aussi ça le pays pour tous : proposer des lieux où chacun ait la possibilité et le temps d'élaborer et de s'exprimer sur ce qu'il pense d'une situation. C'est à partir de ce que l'on va élaborer ensemble que nous construisons des façons de faire face à une situation donnée.

Pour faire de ce qui nous affecte personnellement une pensée politique qui s'applique à tous, il faut des lieux, des lieux où l'on essaie d'élaborer avec d'autres ce qui se présente à chacun de nous. L'arrivée en politique est d'abord le fait d'une rencontre avec un point du réel qui nous saisit particulièrement. **Il est nécessaire par la suite de trouver des lieux** où nous pourrions inscrire, avec d'autres, ce saisissement, dans un mouvement de pensée.

D'une contingence naît une nécessité, nécessité de dire quelque chose de ce que l'on vit afin de se l'approprier et de pouvoir par la suite en faire quelque chose. C'est ce qui nous permet d'avoir une prise sur ce que nous vivons et de ne plus en être l'objet. Cela demande un engagement certain, s'appuyant sur un désir de vouloir dire à d'autres quelque chose de ce que l'on vit et de ce que l'on en pense. C'est un travail qui demande un effort de transmission pour essayer d'exprimer au plus près ce que l'on pense d'une situation.

Ce travail ne peut se faire qu'à plusieurs car seul l'on se comprend toujours. Ce travail permet à chacun de mieux cerner une situation et de l'éclaircir pour nous même avec d'autres.

C'est par ce travail que nous trouvons notre positionnement face à une situation et que nous pouvons soutenir une posture engagée dans des situations que nous aurons pris le temps de réfléchir.

Clémentine



On est tous d'ici !

On est tous dans un lieu pour des raisons différentes : des gens arrivent dans des lieux pour plusieurs raisons pour le travail, la famille, le soleil, l'asile politique.....

Depuis la nuit des temps, les gens ont bougé, se sont installés plus ou moins longtemps à un autre endroit que là où ils sont nés.

Tous les pays n'ont pas les mêmes ressources, ce qui fait aussi que les gens bougent pour aller chercher ailleurs ce qu'ils n'ont pas chez eux, et

cela transforme les pays qui reçoivent les gens venus d'ailleurs.

Pour ma part, il y a 32 ans, quand je me suis trouvé à circuler dans Paris en venant de ma province, je voyais beaucoup de gens qui me semblaient étrangers, à cause de leur couleur, de la langue qu'ils parlaient etc... pas des touristes, mais des gens comme moi. Et je me disais « *On n'est plus chez nous avec tous ces gens !* »

Je n'avais pas vu et compris que mon pays, la France, était devenu pour beaucoup de gens venus d'ailleurs leur pays de vie. Pourquoi ils sont là ? C'est leur choix, et je n'ai pas à le juger, ni à connaître leurs raisons.

De même, quand j'ai quitté ma région de naissance, pour venir vivre à Toulouse, il y a une trentaine d'années de cela, je n'ai eu à me justifier devant personne de mon choix, et personne ne me l'a demandé, et c'est bien ainsi. Les gens vivent la vie qu'ils choisissent et il n'y a rien à dire là-dessus.

C'est pourquoi il faut respecter la décision des gens qui ont choisi de venir vivre en France, et il faut les respecter, eux, en tant que personnes.

Au Rassemblement, nous disons «Chacun compte» et nous le pratiquons aussi, parce que chacun donne un peu de lui pour tous, dans le temps qu'il a et là où il est.

Je ne choisis pas les gens que je croise au travail, dans mon quartier, dans ma ville, dans mon immeuble, dans ma vie. Pourtant, on n'entend parler que de «choisir» les gens, de les trier entre les «bons» et les «mauvais» : C'est «l'immigration choisie», mais c'est aussi «l'ouvrier choisi», et le tri entre ceux qui restent et ceux qui sont licenciés, c'est « le malade choisi », celui qui peut payer, c'est «l'élève choisi», celui qui a des bonnes notes, etc... et tant pis pour les autres, qui restent sur le carreau !

Aujourd'hui, toutes les crapules qui sont dans le champs parlementaire –y compris les syndicats - sont d'accord pour trier les gens à l'infini, afin d'inventer l'impossibilité de vivre en bonne entente, entre gens d'horizons différents et de faire ensemble le pays d'aujourd'hui.

A nous, à chacun de nous, d'affirmer qu'on n'est pas tous pareil mais qu'on peut faire le pays pour tous ensemble. On n'est pas obligés de se faire la guerre et de penser comme les dirigeants de l'état parce qu'on est différents ! On est tous d'ici !

Ce pays, la France, le lieu d'où je parle, n'est pas que le pays des dirigeants étatiques. C'est mon pays, c'est le pays de mes amis de toutes nationalités et aussi le pays de plein d'autres

gens, qui sont français ou ne le sont pas. Nous le faisons tous les jours un peu plus, ensemble. Ce n'est pas un héritage, un magot qu'il faudrait partager, mais un lieu où chacun est acteur pour dire ce qu'il veut et ce qu'il pense, pour organiser la vie de tous dans le partage et le respect.

Travailler au pays pour tous, pour moi, c'est une responsabilité individuelle et une responsabilité collective.

C'est une responsabilité individuelle parce que c'est moi, «Je», qui le fais, mais je ne suis pas seul, je fais partie d'un «nous», d'un collectif. Ce qui relie tous les «je» dans ce «nous», c'est les principes et l'égalité, c'est-à-dire qu'il y a la même responsabilité de chacun au regard de ce qui se passe.

Si on n'est pas organisé à plusieurs, on est isolé, on n'a pas les moyens d'avancer. S'organiser ensemble sur la base de principes communs, c'est aussi un moyen de partager les connaissances et la pensée sur les situations. A plusieurs, on peut faire des bilans, des propositions, trouver les mots. Seul, c'est beaucoup plus dur.

La responsabilité du «je», c'est de travailler pour affirmer des idées, dans le sens du «pour tous», pour que chacun compte, que personne ne soit laissé de côté.

Par exemple, il faut dire que ce n'est pas important, qui compose le pays aujourd'hui, parce la division français/étrangers n'est pas valable pour dire qui est du pays : **on voit des étrangers, comme certains amis sans papiers, qui pensent plus au pays que certains français, qui veulent juste conserver leur petit magot, le dépenser pour eux, et ne soucient pas du présent et de l'avenir. Il ne suffit pas d'être français pour penser le pays pour tous !**

Aux gens qui pensent que ce qu'on dit et ce qu'on fait est juste, je leur dis : **«Il faut vous y mettre ! Vous aussi vous avez à porter vos convictions, parce que c'est les vôtres. On ne vous propose pas un ralliement, une adhésion, on vous propose un travail de construction et de création du pays d'aujourd'hui, pour tous ceux qui y vivent ».**

Pierre

Retrouvez-nous sur :

- [Http://ouvriersgensdici.free.fr](http://ouvriersgensdici.free.fr) ou
 - www.ouvriersgensdici.net
 - Nous écrire : ouvriersgensdici.free.fr
 - Tél. : 06-13-06-94-62
-